

## **Pacte mondial : Communication sur le progrès - 2007**

### **Le traitement et le stockage des déchets : un métier au service de l'environnement**

Séché Environnement est l'un des principaux acteurs du marché français du traitement des déchets. Pour mener à bien cette mission, le Groupe s'est progressivement doté de la panoplie la plus complète d'outils performants : traitements thermiques et stockage avec valorisation énergétique, outils spécifiques pour certains déchets particuliers. Il peut ainsi prendre en charge le spectre le plus large de déchets dans les meilleures conditions de sécurité, qu'elles soient d'ordre technique, sanitaire, environnemental, ou réglementaire.

Séché Environnement se caractérise par ce positionnement fort, revendiqué, original, en aval des activités de collecte, au cœur des métiers les plus exigeants des marchés du déchet.

Le Groupe traite et stocke, dans le respect de l'homme et de la nature, des flux de déchets divers et variés en provenance des industries et des ménages. Son intervention constitue le dernier maillon du cycle de vie de la production à la consommation de biens, manufacturés ou non. Ce service sans cesse renouvelé, Séché Environnement le fournit principalement à l'échelle de la France (94 % de son chiffre d'affaires en 2007 de 373,7 M€) et en Europe (4%).

Les quelques 1 520 femmes et hommes qui composent le Groupe mettent leurs compétences au service de cette mission. La maîtrise de la filière des déchets, et les réponses à apporter aux nouvelles sensibilités en matière d'impact sur la santé publique, sont de leur responsabilité quotidienne.

Car aujourd'hui encore, notre approche du métier poursuit son évolution : il s'agit moins d'intégrer les exigences du développement durable, tâche déjà bien engagée, que de fournir des solutions environnementales qui limitent les impacts écologiques des activités économiques de nos clients, partagés entre collectivités locales et entreprises. Les maîtres mots en sont : lutter contre le réchauffement climatique (gaz à effet de serre), préserver les ressources naturelles (matières premières et énergies renouvelables) et protéger la santé et l'environnement.

Métier d'intérêt général, le traitement des déchets impose plus que toute autre activité, une écoute attentive de la Société. Séché Environnement, fortement impliqué aux côtés de toute partie prenante spontanément identifiée ou porteuse d'enjeux à un titre ou à un autre, sait que l'acceptation sociale de ses activités est indissociable de sa capacité à démontrer que la solution n'est pas de rejeter ses déchets hors de vue, au-delà de tout territoire perçu comme sien.

Bien au contraire, il est indispensable d'en assurer une valorisation optimale et une fin de vie irréprochable, dans le respect premier d'un cycle de vie « santé » vertueux qui, de la valorisation à l'élimination, apportera à chacun une totale sécurité. Le traitement des déchets est un des facteurs du bien-être de l'homme dans son univers, que cette notion de bien-être soit abordée au travers des maux évités (préservation de la santé, gestion des risques) ou

dans une approche plus positive de vie dans un environnement sain, agréable et préservé (économies de ressources naturelles non renouvelables). Ainsi conjugués, écologie et approche sociétale trouvent place et raison d'être dans la sphère économique.

Porté par cette prise de conscience, Séché Environnement investit depuis une vingtaine d'années dans des actions d'ouverture et de transparence, de pédagogie et d'information, en direction des populations riveraines de ses sites de traitement. Standards élevés en termes environnementaux, aspects sociaux privilégiés, symbiose sociétale promue, autant d'axes récurrents de l'action de l'entreprise soumise en permanence à l'œil critique de chacun.

Dans le cadre de sa responsabilité sociétale propre, le Groupe se doit toujours de faire œuvre d'action pédagogique en particulier dans l'exercice de ses métiers, afin de bien décliner « sa » contribution au développement durable. L'analyse de ces actions initiées par l'entreprise est souvent riche d'enseignements sur la qualité de l'écoute des populations, sur l'importance d'un langage commun, sur le dialogue qui se noue de la manière la plus constructive possible entre les parties : une bonne compréhension des intérêts mutuels, un plus grand respect de chacun, sont au bout de ce chemin.

Cette démarche de progrès continu, nous l'avons formalisée, dans ses lignes essentielles, voici quelques années, en adhérant aux dix grands principes du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies. Elle est à présent de pleine application et nous vous en rendons compte.

Paris, le 1<sup>er</sup> mai 2008

Didier Gauthier  
*Secrétaire général en charge du Développement durable*

# Signataire du Pacte Mondial depuis 2003, Séché Environnement rend régulièrement compte à ses parties prenantes

Ces données qualitatives, quantitatives et leurs commentaires, font l'objet pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive d'une publication sous forme de Rapport de développement durable (au titre des exercices 2002 et 2003) et sous le nom de Rapport de responsabilité sociétale depuis 2004. Leur contenu vient compléter les documents financiers, sur les aspects sociaux, environnementaux, sociétaux et stratégique. Bureau Véritas a vérifié la sincérité des données sociales et environnementales 2007.

Ces documents sont largement diffusés et peuvent être :

- ❑ Commandés auprès de la société (sous forme imprimée ou de CD-Rom) à l'adresse internet [communication@groupe-seche.com](mailto:communication@groupe-seche.com)
- ❑ Consultés sur le site internet du Groupe [www.groupe-seche.com](http://www.groupe-seche.com)

Les engagements de Séché Environnement sont détaillés selon la présentation ci-après,

Principes du Pacte mondial	Réalisations du Groupe en 2007
<b>DROITS DE L'HOMME</b>	
<b>Principe 1:</b> Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence.	
<b>Principe 2:</b> à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.	
<b>NORMES DU TRAVAIL</b>	
<b>Principe 3:</b> Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.	Le dialogue social et le Développement Durable sont indissociables ; aussi sur tous les sujets d'intérêt commun, Séché Environnement prône la <b>coopération avec ses collaborateurs et leurs représentants</b> , et leur fournit une information de qualité. (2ème engagement du Code de comportement et d'actions*)
<b>Principe 4:</b> l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire.	<b>Les engagements de non-discrimination</b> Séché Environnement s'interdit le travail des enfants, le <b>travail forcé ou obligatoire</b> , de manière directe ou indirecte par l'intermédiaire de sous-traitants dans le cadre de leurs interventions dans les installations du Groupe. Du fait des zones géographiques où le Groupe est présent, ce dernier est peu exposé à ces risques. (Rapport annuel et de responsabilité sociétale 2007, p 32bis)
<b>Principe 5:</b> l'abolition effective du travail des enfants.	<b>Les engagements de non-discrimination</b> Séché Environnement <b>s'interdit le travail des enfants</b> , le travail forcé ou obligatoire, de manière directe ou indirecte par l'intermédiaire de sous-traitants dans le cadre de leurs interventions dans les installations du Groupe. Du fait des zones géographiques où le Groupe est présent,

	<p>ce dernier est peu exposé à ces risques. (Rapport annuel et de responsabilité sociétale 2007, p 32bis)</p>
<p><b>Principe 6:</b> l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.</p>	<p>Séché Environnement veille scrupuleusement au respect des droits des salariés <b>et interdit, en particulier, toute discrimination</b> pour des motifs d'origine, de mœurs, de sexe, d'âge, d'opinions politiques ou religieuses, d'appartenance syndicale ou de handicap des individus, que ce soit au recrutement, à l'embauche et/ou durant la vie du contrat de travail, en France ou à l'étranger. (2ème engagement du Code de comportement et d'actions*)</p>
<b>ENVIRONNEMENT</b>	
<p><b>Principe 7:</b> Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement.</p>	<p><b>STOC EPS (Suivi Temporel des Oiseaux Communs par Échantillons Ponctuels Simplifiés) :</b> permet une connaissance de l'abondance des espèces d'oiseaux présentes sur un site et sa périphérie, et d'en estimer la richesse spécifique et la diversité du milieu. Il consiste à suivre l'évolution, au cours du temps, des différentes populations ornithologiques présentes, et de fournir une estimation, aussi exhaustive et homogène que possible, des effectifs des populations d'un maximum d'espèces. En suivant l'évolution des populations d'oiseaux, il permet à l'exploitant le moyen de visualiser certains de ses impacts, et donc d'évaluer les mesures de conservations et de compensations mises en place, voire <b>d'anticiper et d'apprécier l'efficacité des aménagements écologiques réalisés ponctuellement.</b> Le protocole du programme STOC EPS est initié et dirigé par le Muséum National d'Histoire Naturelle. Il a donné l'occasion aux équipes naturalistes du Groupe d'intégrer pour ses sites de stockage (à Changé, à Montech et à La Bistade), un référentiel commun et de travailler suivant un protocole scientifique appliqué sur tout le territoire national. Les données recueillies sont partagées et s'agrègent à celles collectées par le Muséum en France. (Rapport annuel et de responsabilité sociétale 2007, p 54)</p>
<p><b>Principe 8:</b> à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.</p>	<p><b>La rénovation des Serres historiques du Jardin des Plantes à Paris</b> Le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) a pour mission de faciliter à tous les publics l'accès à la culture scientifique. C'est dans ce cadre qu'il a lancé en 2007 un programme de découverte et d'apprentissage de la diversité végétale qui se déclinera dans deux lieux emblématiques du Muséum : l'Ecole de Botanique et les Serres historiques à Paris. Le projet consiste à créer une offre pédagogique sur le monde végétal. Il s'agira <b>d'offrir au visiteur un voyage dans le monde végétal afin qu'il prenne la mesure de la formidable diversité des végétaux, de la dépendance de l'homme aux plantes et de la fragilité des écosystèmes évoqués.</b> (Rapport annuel et de responsabilité sociétale 2007, p 40)</p> <p><b>A Changé, un centre de tri et une unité mécanobiologique en construction font l'objet d'une démarche « Haute Qualité Environnementale (HQE) », avec pour objectifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'intégrer au paysage un bâtiment de taille significative : la réponse est apportée par une conception architecturale</li> </ul>

	<p>avec une toiture végétale à base de plusieurs variétés de plantes grasses qui ont la particularité de changer de couleur en fonction des saisons ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'optimiser l'usage des eaux pluviales : les fonctionnalités de gestion des eaux de pluies sont reportées du sol, emprise du bâtiment, au toit végétalisé. Ce dernier, capable de stocker 40 litres au m<sup>2</sup>, contribue à une régulation des eaux en cas de forte pluie ;</li> <li>• De privilégier les matériaux renouvelables tels que le bois, non traité chimiquement et de provenance de forêts locales : choix de l'épicéa « rétifé ».</li> </ul> <p>(Rapport annuel et de responsabilité sociétale 2007, p 53ter)</p>
<p><b>Principe 9:</b> à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.</p>	<p><b>Deux programmes de recherche ont été initiés par le Groupe en 2007, ceci en partenariat avec des industriels et/ou des instances académiques.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédés membranaires pour le captage post-combustion du CO<sub>2</sub> des fumées d'incinération</li> </ul> <p>Le projet MECAFI soutenu par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) dans le cadre du programme 2007 captage et stockage du CO<sub>2</sub> a pour objectif de développer un nouveau procédé de séparation membranaire, adapté aux situations de basse pression, et ne nécessitant qu'une faible consommation énergétique pour sa mise en oeuvre dans la capture du dioxyde de carbone émis par des centres d'incinération de déchets industriels. De nouveaux matériaux doivent être mis au point en vue de leur intégration dans les systèmes de traitement des fumées.</p> <p>L'objectif final envisagé dans ce projet est la définition et le dimensionnement d'une unité pilote d'une capacité minimale 1000 Nm<sup>3</sup>/h 1 opérant sur des effluents réels issus d'une usine de traitement des déchets du Groupe, pour vérifier le comportement des membranes céramiques développées, face à l'encrassement et à la présence des polluants minoritaires sur de longues durées. L'efficacité énergétique du procédé sera par ailleurs améliorée par son intégration directe dans une unité de valorisation énergétique de déchets productrice de vapeur et/ou d'électricité. Ces travaux permettront de chiffrer les coûts d'investissement et d'exploitation, et donc d'évaluer la viabilité économique du concept développé, et d'indiquer les sites d'application préférentiels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La combustion par oxydes métalliques en boucle thermochimique</li> </ul> <p>Par rapport aux autres procédés de séparation et de capture du CO<sub>2</sub> (pré-combustion, oxy-combustion et post-combustion), cette technique permet tout d'abord d'éviter la problématique d'enrichissement de l'air ou de production d'oxygène avec une grande pureté. L'autre avantage de ce mode d'oxydation en boucle régénérative est l'absence de contact direct entre l'air et le combustible. On ne doit pas retrouver de dioxyde d'azote dans le réacteur de combustion et par conséquent le dioxyde de carbone produit lors de la réaction d'oxydation n'est pas dilué dans l'azote de l'air et peut être ainsi aisément récupéré après condensation de la vapeur d'eau présente dans les gaz de combustion. On peut estimer des taux de capture du CO<sub>2</sub> supérieurs à 90%.</p> <p>Les deux premiers avantages n'entraînent aucune pénalité énergétique pour la production d'oxygène et la séparation du CO<sub>2</sub> et permettent d'envisager un coût inférieur à 20 u/tonne de CO<sub>2</sub> évitée.</p> <p>Le partenariat développé par Séché Environnement avec l'Ecole des Mines de Nantes consiste à évaluer la faisabilité et l'efficacité de la combustion de gaz, solides ou solides pâteux, dans un réacteur à lit fluidisé représentant le réacteur dit « à combustible ». Les gaz, solides et solides pâteux ont été choisis, soit en fonction de produits effectivement déjà présents dans les unités de production du Groupe, soit en fonction de solutions alternatives ou futures qui pourraient être mises en oeuvre ultérieurement</p> <p>(Rapport annuel et de responsabilité sociétale 2007, p 70bis-71bis)</p>

	<p><b>Un atelier de réflexion prospective sur l'Écologie Industrielle : ARPEGE</b></p> <p>Séché Environnement participe à l'ARPEGE, sous l'égide de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR Département Énergie Durable et Environnement) avec notamment le CREIDD (Centre de Recherches et d'Études Interdisciplinaires sur le Développement Durable) de l'Université de Technologie de Troyes (UTT).</p> <p>L'objectif de cet atelier est de nourrir une réflexion globale sur les moyens de développer l'écologie industrielle, en particulier sous l'angle du développement durable qui consiste à promouvoir la croissance à consommation globale de matières premières et d'énergie constante, voire décroissante. Les premières conclusions ont fait l'objet d'une publication courant 2007.</p> <p>(Rapport annuel et de responsabilité sociale 2007, p 35)</p>
<b>LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	
<p><b>Principe 10:</b> Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.</p>	<p><b>Séché Environnement, acteur de la Cité, respecte une stricte neutralité politique, religieuse et philosophique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Groupe s'interdit d'apporter sa contribution financière au profit de candidats, d'élus ou de partis politiques ;</li> <li>• Tout collaborateur peut bien évidemment participer à la vie politique à titre personnel, en dehors du lieu et du temps de travail, mais il ne peut utiliser l'image du Groupe en soutien de son engagement ;</li> <li>• Le Groupe limite sa participation au financement d'associations, de fondations ou à des opérations de mécénat aux cas prévus par la législation en vigueur, s'inscrivant dans le cadre des valeurs et des priorités définies par le Groupe.</li> </ul> <p>(4<sup>ème</sup> engagement du Code de comportement et d'actions**)</p> <p><b>Ethique, intégrité et légalité dans les relations commerciales sont liées :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun collaborateur ne doit accepter d'un concurrent, client ou fournisseur du Groupe, ni offrir à ces derniers de rétribution, cadeaux ou autres avantages. Seuls les cadeaux ou invitations restant dans des limites acceptables au regard des usages et des législations anti-corruption peuvent être tolérés. En aucun cas le collaborateur n'est autorisé à solliciter un cadeau ou une invitation.</li> <li>• Il est interdit de verser, d'offrir ou d'accepter de verser des pots-de-vin ou de consentir des avantages indus, directement ou par un intermédiaire, à un agent public et/ou une personne privée dans tout pays, dans le but d'obtenir un traitement de faveur ou d'influencer l'issue d'une négociation à laquelle le Groupe est intéressé. Ces pratiques sont contraires à la loi et à la convention internationale sur la lutte contre la corruption dans la plupart des pays.</li> <li>• Ethique et intégrité imposent à chacun une totale probité dans son activité professionnelle. Chaque collaborateur doit éviter toute situation de conflit entre les intérêts du Groupe et son intérêt personnel ou celui de ses proches. Ainsi chacun s'interdit toute prise d'intérêt chez un fournisseur ou un client, sauf si elle est effectuée par l'achat de titres cotés dans le cadre de la gestion d'un portefeuille de titres et dans le respect des règles interdisant l'utilisation d'informations</li> </ul>

	privilégiées. De même il est interdit, sans l'accord du Groupe, de travailler pour un concurrent, client et/ou fournisseur existant ou potentiel. (7 <sup>ème</sup> engagement du Code de comportement et d'actions*)
* Code de comportement et d'actions édité en décembre 2007 et diffusé à tous les salariés du Groupe. L'application des règles de ce code s'applique à tous les collaborateurs.	